

ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE EUROPÉENNE

COMMUNAUTE EUROPEENNE
DE L'ENERGIE ATOMIQUE

COMMUNAUTE EUROPEENNE
DU CHARBON ET DE L'ACIER

COMMUNAUTE
ECONOMIQUE EUROPEENNE

D O C U M E N T S D E S E A N C E

1960 - 1961

28 JUIN 1960

EDITION DE LANGUE FRANCAISE

DOCUMENT 51

RAPPORT INTERIMAIRE

fait au nom de la
Commission des affaires politiques
et des questions institutionnelles

sur

la question du siège de l'Assemblée

par

M. BATTISTA
Président de la Commission

Library Copy

APE 4058

APE 1960-1961:51

ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE EUROPÉENNE

DOCUMENTS DE SEANCE

1960 - 1961

30 juin 1960

EDITION DE LANGUE FRANCAISE

DOCUMENT 51/1

AMENDEMENT N° 1

présenté par

MM. SCHUIJT et SANTERO

au rapport intérimaire sur la question du siège de
l'Assemblée (doc. n° 51)

Library Copy

---,
Proposition de résolution
portant application de la résolution du 15 janvier 1960
sur la question du siège de l'Assemblée.

- I. Supprimer le texte de la proposition de résolution à
partir des mots :
" se trouve habilitée "
jusqu'à :
" appropriée à ce problème ".
- II. Remplacer le texte supprimé par :
" devra donc décider du lieu où elle tiendra ses sessions
" et ses réunions de commission et où elle installera son
" secrétariat, sans que cette décision puisse préjuger la
" fixation ultérieure par les gouvernements du siège unique;
" CONSTATE en outre qu'elle n'a pas été saisie de candi-
" dature pour le siège de l'Assemblée;
" CHARGE ses commissions des Affaires politiques et du Budget
" de lui faire une proposition formelle en vue de prendre
" une décision sur les différentes candidatures à la ses-
" sion de Janvier. "

Library Copy

La Commission des affaires politiques et des questions institutionnelles s'est réunie le 28 juin 1960 pour examiner la communication faite par le Président FURLER, le 27 juin 1960, devant l'Assemblée Parlementaire sur la question du siège et renvoyée pour examen à la Commission.

A l'unanimité, elle a chargé son Président de faire un rapport intérimaire sur la situation actuelle de la question du siège devant l'Assemblée au cours de la session de juin 1960.

Etaient présents :

M. BATTISTA, Président
M. van der GOES van NATERS, Vice-Président
M. FAURE, Vice-Président
MM. BIRKELBACH, CARBONI, DEHOUSSE, FERRETTI suppléant
M. MARTINO, FILLIOL, HAHN, ILLERHAUS, suppléant
M. KOPF, LEGAYDRE, LE HODÉY, de la MALENA, METZGER,
PICCIONI, PLEVEX, FOHLER, suppléant M. FISCHBACH,
SANTERO, SCALBA, SCHMEL, SCHUMAN, SCHUIJT, VALS.

RAPPORT INTERIMAIRE

fait au nom de la commission des affaires politiques et
des questions institutionnelles

sur

la question du siège de l'Assemblée

par

M. Emilio BATTISA
président de la commission

Monsieur le président , Mesdames, Messieurs,

1. Au cours de sa réunion du 28 juin 1960, la commission des affaires politiques et des questions institutionnelles a consacré un premier examen à la communication faite par le président FURLER, le 27 juin 1960, devant l'Assemblée, relative à la question du siège.

Elle a également pris acte du dépôt de la déclaration faite par M. SCHAUS, président en exercice de la Conférence des représentants des gouvernements des Etats membres, faite devant une délégation de l'Assemblée, le 20 juin 1960, à Bruxelles. Finalement, la commission a été saisie d'un compte rendu de l'entretien entre la Conférence des représentants des gouvernements et la délégation de l'Assemblée.

2. Après un long échange de vues, la commission a constaté qu'elle ne pourrait pas se prononcer au cours d'une seule séance sur ces différents documents et qu'elle ne pourrait donc pas soumettre un rapport définitif sur la question du siège au cours de la session actuelle.

3. Cependant, il y a lieu de rappeler que l'Assemblée avait voté le 15 janvier 1960 une résolution sur les problèmes relatifs au "district européen" et sur la question du siège.

Dans cette résolution, l'Assemblée avait notamment adopté les dispositions suivantes :

"8. Charge son président d'exposer aux gouvernements
" que la méthode la plus apte pour résoudre réelle-
"ment et rapidement le problème - que l'on ne peut
"ajourner indéfiniment - de la fixation du siège
"consiste à donner délégation à l'Assemblée Parlemen-
"taire Européenne de décider de la question du siège
"ou à demander à l'Assemblée Parlementaire Européenne
"d'émettre un avis qu'ils devront considérer comme
"les engageant;

"9. Décide, si les gouvernements rejettent cette pro-
"position, de donner suite à sa propre résolution
"du 14 mai 1959 et de fixer avant le 30 juin prochain
"le lieu où elle tiendra ses propres sessions afin
"d'avoir toujours à sa disposition les locaux néces-
"saires pour les séances de l'Assemblée et les réunions
"des commissions et d'installer définitivement les
"bureaux de son secrétariat."

4. Ayant constaté à l'unanimité que le paragraphe 9 de la résolution du 15 janvier est devenu applicable, la Commission avait à se prononcer sur deux propositions de résolution portant application de la décision du 15 janvier. La première était déposée par MM. SCHUIJT et SANTERO, l'autre par M. Maurice FAURE.

5. En effet, MM. SCHUIJT et SANTERO ont proposé à la Commission le texte suivant d'une proposition de résolution portant application de la résolution du 15 janvier 1960 :

"L'Assemblée Parlementaire Européenne,

- rappelant sa résolution du 15 janvier 1960,
- constatant que les Gouvernements des Etats membres n'ont pas accepté les propositions faites par l'Assemblée dans la résolution visée ci-dessus,

the first of these is the fact that the
 second of these is the fact that the
 third of these is the fact that the

fourth of these is the fact that the
 fifth of these is the fact that the

sixth of these is the fact that the
 seventh of these is the fact that the
 eighth of these is the fact that the
 ninth of these is the fact that the

tenth of these is the fact that the
 eleventh of these is the fact that the
 twelfth of these is the fact that the
 thirteenth of these is the fact that the

fourteenth of these is the fact that the
 fifteenth of these is the fact that the
 sixteenth of these is the fact that the
 seventeenth of these is the fact that the

eighteenth of these is the fact that the
 nineteenth of these is the fact that the
 twentieth of these is the fact that the
 twenty-first of these is the fact that the

CONSTATE que, dans ces conditions, le § 9 de la résolution du 15 janvier 1960 devient applicable et que l'Assemblée devra donc décider du lieu où elle tiendra ses sessions et ses réunions de commission et où elle installera son secrétariat, sans que cette décision puisse préjuger la fixation ultérieure par les gouvernements du siège unique;

CONSTATE en outre qu'elle n'a pas été saisie de candidatures pour le siège de l'Assemblée;

CHARGE sa Commission des affaires politiques de recueillir les noms des villes qui seraient candidates au siège de l'Assemblée et de lui proposer également pour sa prochaine session la procédure selon laquelle l'Assemblée sera appelée à se prononcer sur ces candidatures."

Ce texte a été repoussé par la Commission par 8 voix pour et 12 voix contre.

6. Par contre, la Commission des affaires politiques et des questions institutionnelles a adopté, par 11 voix pour et 6 voix contre, une proposition de résolution présentée par M. Maurice FAURE qu'elle soumet à l'approbation de l'Assemblée.

7. Dans l'éventualité où l'Assemblée se rallierait au texte voté par la Commission, celle-ci a déjà envisagé - pour éviter une perte de temps - de désigner comme rapporteur M. SCHELBA. Celui-ci soumettrait donc ultérieurement les conclusions définitives de la Commission à l'Assemblée.

8. En définitive, la Commission des affaires politiques et des questions institutionnelles propose donc à l'Assemblée d'adopter la proposition de résolution qui suit :

PROPOSITION DE RESOLUTION

portant application de la résolution du 15 janvier 1960
sur la question du siège de l'Assemblée

L'Assemblée Parlementaire Européenne,

- rappelant sa résolution du 15 janvier 1960;
- déplorant que les Gouvernements des Etats membres n'aient pas accepté les propositions faites par l'Assemblée dans la résolution visée ci-dessus,

CONSTATE que, dans ces conditions, le § 9 de la résolution du 15 janvier 1960 devient applicable et que l'Assemblée se trouve habilitée à décider du lieu où elle tiendra ses sessions et ses réunions de commission et où elle installera son secrétariat, sans que cette décision puisse préjuger la fixation ultérieure par les gouvernements du siège unique;

CHARGE ses Commissions des affaires politiques et du budget de lui faire rapport sur la solution la plus appropriée à ce problème.
